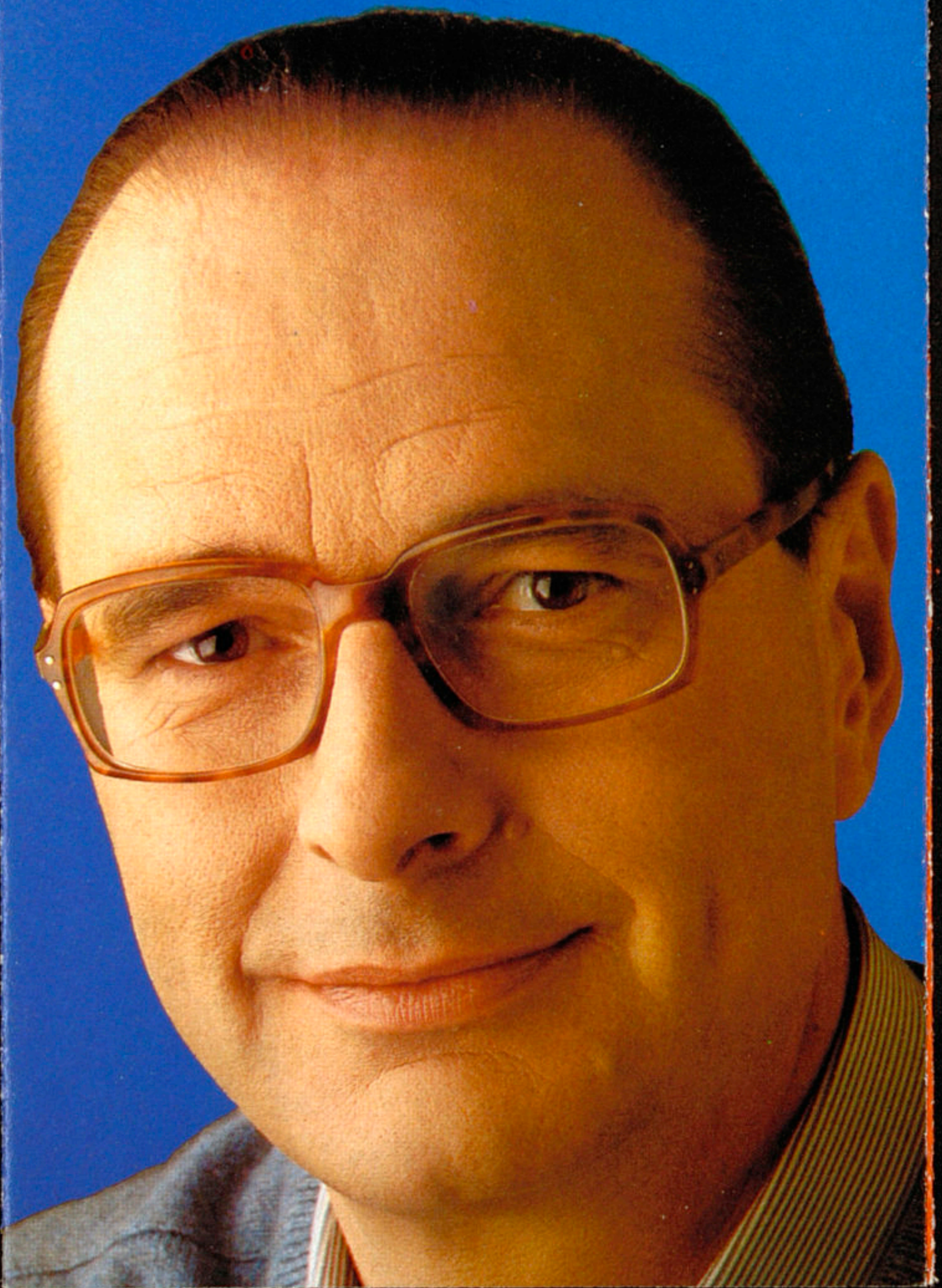


***MAINTENANT,
REPRENONS
CONFIANCE.***



SI NOUS LE VOULONS.

Face au chômage et à l'inflation, face à l'augmentation de la pression fiscale, face à l'insécurité et à la dégradation de la position de la France dans le monde, on peut, bien sûr, se sentir découragé.

Mais sachons-le tous, il n'y a pas de fatalité. Ne prenons pas pour inévitable ce qui n'est que manque d'idées et d'actions.

Tout peut encore changer. Sans risque. Sans aventure. Si nous le voulons.

Il suffit de mettre en place, d'urgence, des mesures simples et efficaces. Pour cela, il faut des idées. Des idées claires et fortes.

Ces idées, Jacques Chirac les a exprimées. Il a aussi l'énergie, la volonté et la puissance de travail pour les faire réussir.

Si nous le voulons.

Maintenant, tout de suite, nous pouvons réagir et nous en sortir.

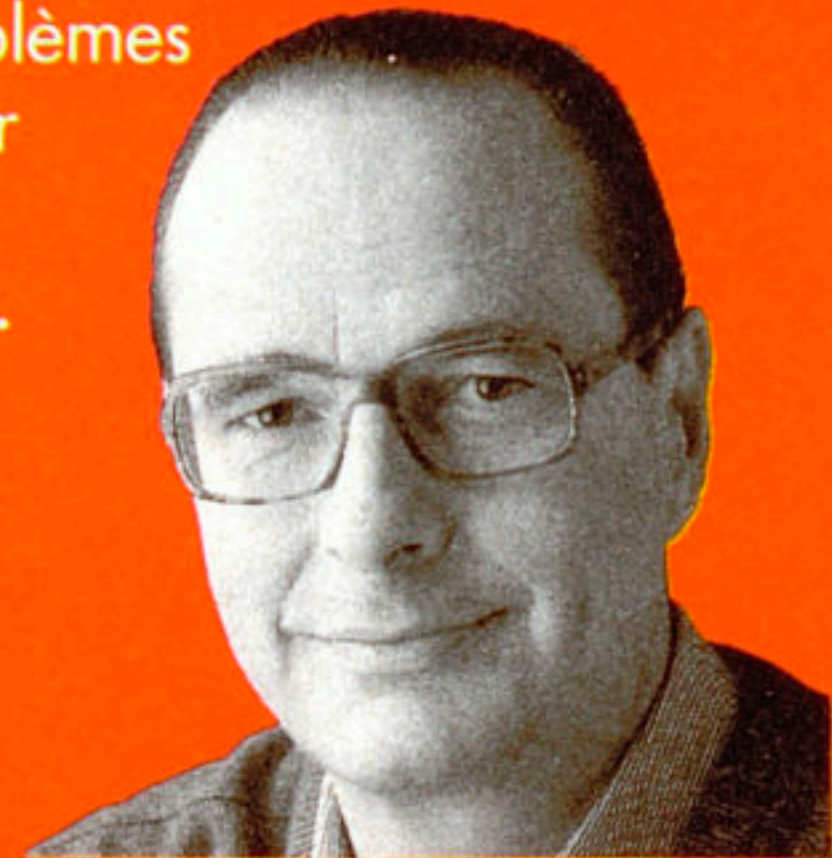
Si nous le voulons vraiment.

Oui, nous pouvons retrouver confiance, regarder les problèmes en face et repartir du bon pied.

Si nous le voulons.

Ensemble.

Maintenant.



JACQUES CHIRAC

1

"C'est le chômage qui accélère l'inflation. Attaquons-nous d'abord au problème de l'emploi."

Le Gouvernement prévoit deux millions et demi de chômeurs pour 1985. C'est-à-dire pour demain. C'est humainement scandaleux. C'est insupportable pour notre économie. En 1981, le chômage coûtera 100 milliards de francs. Si l'on utilisait ces 100 milliards à créer des emplois, l'inflation pourrait être résorbée et le drame social évité.



2

"C'est la bureaucratie qui tue l'esprit d'entreprise. Allégeons les charges et les contraintes des P.M.E. et elles créeront des emplois."

Pour lutter contre le chômage, il faut stimuler l'économie et revenir à une croissance plus forte. Pour cela, il faut permettre aux entreprises de créer des emplois. En les libérant du carcan étouffant de la bureaucratie, en supprimant la taxe professionnelle et en leur facilitant l'accès au crédit.



3

"C'est la pression de l'impôt qui bloque la croissance économique. Réduisons les prélèvements fiscaux pour stimuler notre économie."

Quand les prélèvements obligatoires de l'État, fiscaux et sociaux, dépassent 40 % de la production intérieure brute d'un pays, l'économie de ce pays est, de fait, une économie socialiste. En 1981, en France, nous en sommes à 42 %, contre 36 % en 1974. Nous ne vivons plus dans la société de liberté que, pourtant, nous avons défendue contre le collectivisme. Notre économie est stérilisée. Il faut réduire, tout de suite, le train de vie de l'État qui ne cesse d'augmenter. Et faire, ainsi, 30 milliards d'économies. Il y faudra de l'effort et de la volonté, mais c'est possible. Utiliser ces économies pour alléger l'impôt sur le revenu, c'est possible. En supprimant l'impôt pour 5 millions de foyers dont le revenu imposable ne dépasse pas 3.235 francs par mois pour deux parts. Et en diminuant de 5 % les impôts de tous les autres contribuables.



5

"C'est parce qu'on néglige d'en appliquer tous les principes que nos institutions sont attaquées. Fondons une démocratie quotidienne sur le referendum et la participation."

L'esprit des institutions voulues par le Général de Gaulle n'est plus respecté. Il faut revenir aux sources républicaines et populaires de la Vème République qui ont la confiance des Français. La pratique du referendum doit être relancée, en l'étendant aux grands problèmes de notre société, comme la peine de mort. La démocratie doit devenir quotidienne, en s'engageant hardiment dans la voie de la participation, dans l'entreprise, dans la commune, dans la région.



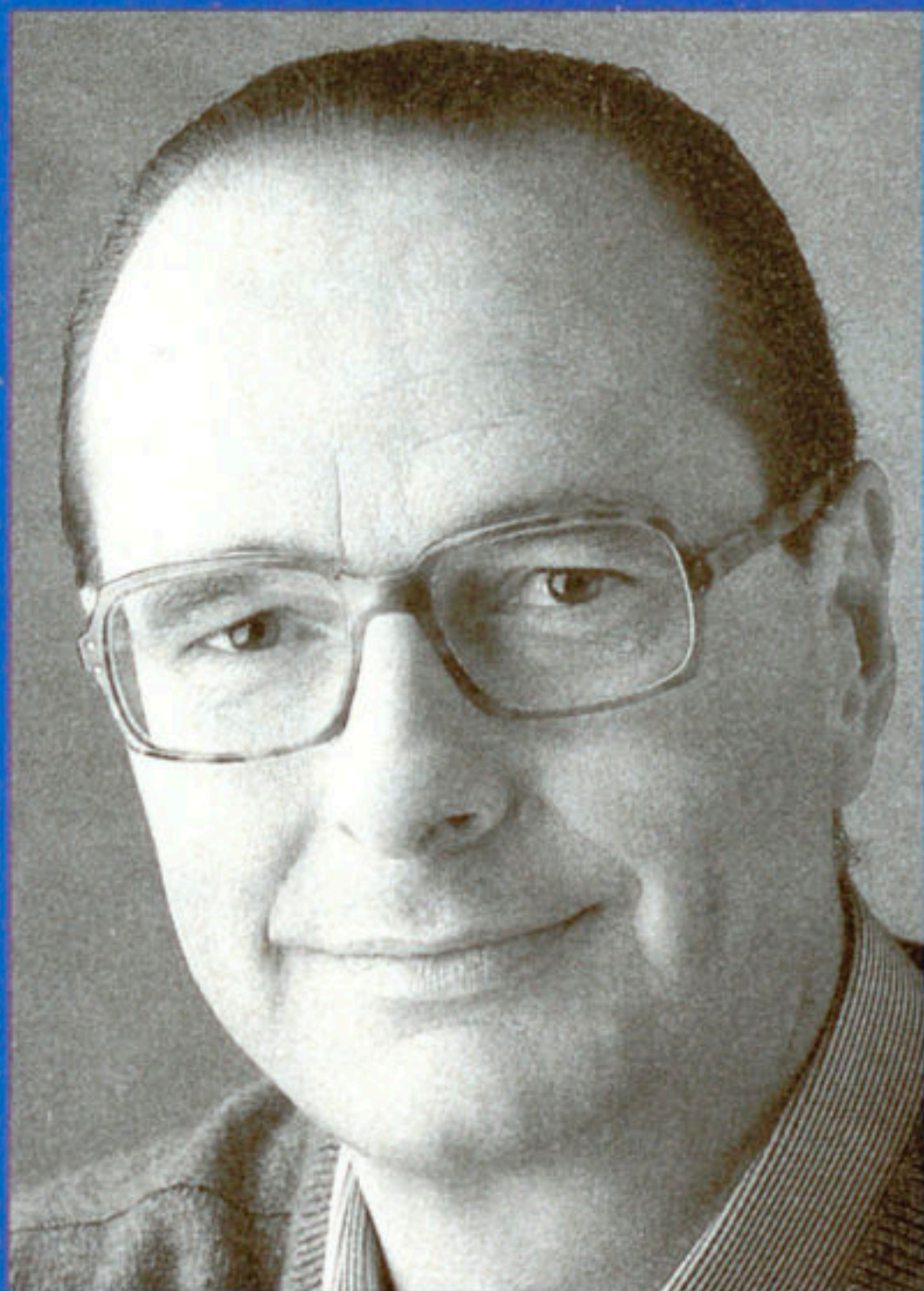
4

"C'est une véritable socialisation de fait qui appauvrit lentement notre société. Laissons plus d'initiatives au citoyen et l'Etat s'occupera mieux de l'essentiel."

L'emprise de la bureaucratie a atteint la limite du supportable. Un socialisme de fait s'instaure sans qu'on s'en aperçoive. La vie quotidienne des Français est chaque jour davantage réglementée ; on empiète sur la liberté de l'individu, sans que soit pour autant assurée la sécurité des personnes et des biens. En s'occupant de moins de choses, l'Etat s'en occupera mieux. Les réglementations tatillonnes et inutiles seront abandonnées, purement et simplement. Une véritable régionalisation économique et culturelle sera entreprise.



Voilà ce que dit Jacques Chirac. Il a des idées claires, justes et neuves pour la France et pour les Français. Et il les appliquera. Si nous le voulons.



JACQUES CHIRAC, MAINTENANT.

COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN
A LA CANDIDATURE DE JACQUES CHIRAC.
7 RUE DE TILSITT
(PLACE CHARLES DE GAULLE) 75017 PARIS.
TÉLÉPHONE 755 97 15.